

Organisons une grande grève générale dans le monde entier, pour les droits des femmes !

Cette année, le 8 mars sera encore une fois une date pour une lutte massive et mondiale en faveur des droits des travailleuses, des jeunes et des filles. De la part de LIT-QI, nous répondrons avec force à l'appel à la grève pour ce jour-là, et nous ferons la promotion de toutes les initiatives afin qu'elles soient énergiques, dans chacun des pays où nous sommes présents.

La journée du 8 mars a une origine de lutte ouvrière et révolutionnaire, quoi qu'en disent l'ONU et les hommes d'affaires qui veulent vendre des roses et des chocolats. Cette date, déclarée *Journée internationale des femmes travailleuses*, est apparue en premier lieu comme un mouvement populaire de femmes immigrées qui travaillaient dans des usines textiles à New York et organisaient des grèves et des actions de masse pour améliorer leurs conditions de travail et pour obtenir le droit à la représentation syndicale.

En 1910, la *Conférence Internationale de Femmes Socialistes* proposa de faire du 8 mars une journée de lutte mondiale de toute la classe ouvrière, pour obtenir des droits et l'égalité, et pour la libération de l'oppression et de l'exploitation pour toutes les travailleuses. Mais cette journée n'est devenue internationale qu'après que les travailleuses du textile à Saint-Petersbourg aient donné lieu, avec leur grève, au début de la révolution ouvrière de 1917 qui a eu des répercussions dans le monde entier à partir de la Russie.

La méthode de la grève pour le 8 mars, en tant qu'outil de la lutte de la classe ouvrière, est une chose que nous avons acquis et qu'il est essentiel de renforcer. Nous ne voulons pas que, ce jour, les gouvernements nous donnent un « congé » dans l'administration publique ; nous ne voulons pas non plus seulement un arrêt de travail féminin ; au contraire, nous voulons aller partout, dans nos emplois, nos syndicats et nos quartiers afin que toute la classe ouvrière prenne à cœur les revendications dont nous avons tant besoin en tant que femmes.

Nous serons à la tête du combat ; nous vous dirons ce dont nous avons besoin, ce que sont nos demandes les plus urgentes, et nous déciderons comment remplir les rues ce jour-là ; mais nous ne voulons pas que les usines, les écoles, les magasins et les entreprises travaillent sans nous ce jour-là : nous voulons qu'ils soient à l'arrêt !

Nous voulons que les syndicats et les centrales dirigées par les différentes bureaucraties cessent de nous laisser de côté, et qu'ils s'engagent réellement dans cette lutte, appelant à la grève générale le 8 mars, pour les droits des femmes. Nous voulons qu'ils lient chacune des luttes quotidiennes à cette lutte. Nous voulons qu'ils commencent à incorporer nos revendications à celles de la classe ouvrière tout entière.

Notre lutte ne devrait pas se limiter à affronter un supposé « fascisme émergent » ; elle doit faire face à toutes les politiques de faim et de soumission appliquées par les différents gouvernements impérialistes et serviles, qu'ils soient de droite, d'extrême droite, ou même de ceux qui se disent « de gauche ».

Notre cri et notre combat sont pour que chacun d'eux cesse de favoriser les grandes entreprises, et pour que nous nous libérions de la sujétion qu'ils nous imposent en nous faisant travailler à mort, comme ils le prétendent, par exemple, avec les réformes de la sécurité sociale mises en œuvre partout dans le monde, ou avec l'inhumanité à laquelle les migrantes sont exposées en Méditerranée ou aux Etats-Unis. Nous ferons face également à ces gouvernements qui répriment et persécutent les combattantes et les combattants, pour exiger la liberté immédiate des prisonnières et prisonniers politiques.

La demande d'égalité de rémunération, du congé de maternité prolongé, de crèches dans les lieux de travail, d'horaires flexibles pour les mères, de l'auto-défense des travailleuses contre le harcèlement, de travail légal et non d'esclavage pour les Noires, les migrantes et les autochtones, tout cela s'ajoutera à l'exigence de quotas de travail pour les personnes transgenre¹ et de services publics de qualité.

Nous descendons dans la rue pour revendiquer notre droit à la vie, exigeant des politiques de prévention contre la violence machiste, exigeant le châtement pour les violeurs, les harceleurs et les féminicides. Nous crions pour que cessent les crimes de haine contre les femmes trans, les travestis et toutes les 'minorités sexuelles'.

Nous nous levons pour réclamer notre droit de décider du moment de la maternité, ainsi que le droit de ne pas être mère contre notre désir ; nous rejoignons la demande de la légalité de l'avortement, sûr et gratuit, ainsi que la demande de politiques et d'un budget qui protègent la maternité et l'enfance et qui confèrent le droit à la simple adoption pour les femmes qui n'enfantent pas.

Nous voulons que les jeunes filles soient libres de marcher dans la rue, que l'on cesse de les faire disparaître, de les violer et de les réduire à l'esclavage du travail précaire. Nous revendiquons le droit à l'éducation sexuelle et nous demandons la séparation de toutes les Eglises par rapport à l'Etat.

Ce jour-là, nous descendrons dans la rue et nous nous battons ensemble pour un monde sans exploitation ni oppression. La lutte pour notre émancipation ne sera complètement terminée que lorsque nous mettrons fin à l'exploitation. C'est pourquoi notre combat fait partie de la lutte de la classe ouvrière dans son ensemble, combattant le machisme parmi nous et intégrant les femmes dans toutes les batailles des travailleurs.

Le LIT-QI sera à l'avant-garde de cette lutte et nous ne ménagerons aucun effort pour la préparer, car, en plus d'être un droit humain de premier ordre, la lutte pour la libération des femmes fait partie de notre lutte quotidienne pour la construction d'un monde socialiste où, comme l'a dit Rosa Luxemburg, « **soyons socialement égales, humaine-ment différentes et totalement libres** ».

Ligue Internationale des Travailleurs
quatrième Internationale

11.02.2019

¹ Cette revendication spécifique a été présentée à la chambre des députés en Argentine le 3 juillet 2018, considérant que 98 % des personnes transgenre n'a pas d'emploi régulier. NdT



Ligue Communiste des Travailleurs

Section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI) www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com
www.facebook.com/LigueCommunisteDesTravailleurs

Ne pas jeter sur la voie publique. - Ed. resp. : J. Talpe, rue de l'Elan, 73 - 1170 Bxl